

ERM réalisée dans les aires de santé Birundule et Bulindi dans la zone de santé de Kibirizi, groupements de Mutanda et Kanyabayonga, chefferie de Bwito en territoire de Rutshuru

Date de publication : 28/03/2024

Contexte

Description de la crise

Des affrontements violents entre groupes armés étatiques et non étatiques en groupements de Kihondo et Mutanda en territoire de Rutshuru début mars 2024 ont entraîné des conséquences humanitaires graves dont les mouvements massifs de populations.

C'est dans ce cadre qu'en réponse aux alertes EH5172 et EH5173, HEKS-EPER a organisé une évaluation rapide multisectorielle des besoins dans les aires de santé de Birundule (villages de Mirangi, Iyobora, Birundule et Lusogha/Bubishi) et Bulindi (villages Lusogha/Buheri, Bulindi et Butalongola) dans la zone de santé de Kibirizi, groupements de Mutanda et Kanyabayonga, chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru en province du Nord-Kivu.

Ces villages ci-haut ont accueilli environ 40 663 personnes déplacées regroupées dans 5 809 ménages. Ils sont arrivés du 1er au 12 mars 2024 en provenance en majorité du groupement de Mutanda (villages de Nyanzale, Kikuku, Kyaghala, Bwalanda, Mutanda, Katolo, Kashalira, Kirima, Kibinda, Kibirizi) et une minorité vient du groupement de Kihondo (villages de Kihondo, Kasoko, Kitunda), en chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru.

L'ERM conduite par HEKS-EPER du 15 au 21/03/2024 met en exergue des besoins prioritaires en Nourriture, Articles Ménagers Essentiels (AME) et Santé.

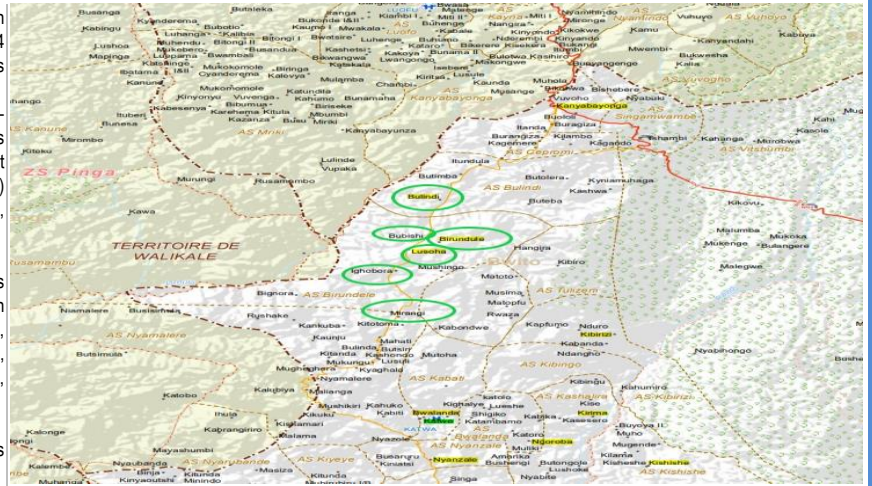
Pour plus d'informations, merci de contacter :

-Corrado Cimino, Deputy Country Director HEKS/EPER

Courriel : corrado.cimino@heks-eper.org - Tél. : +243 816190657

- Marion Blanloeuil, Chargée de Programmes HEKS/EPER

Courriel : marion.blanloeuil@heks-eper.org Tél : +243 827 303 214



Source des résultats : ¹

EM

IC

RDS/GDC

Code de l'alerte

5172_5173

5172_5173

Autres codes d'alerte

Date de début de crise

01.03.2024

06.03.2024

Date de fin de crise

En cours

En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée

14599

14599

Taille moyenne ménages

7,0

-

Accès physique

Source : équipe d'évaluation

Camion

0

Accès sécuritaire

Moyen

Présence de la MONUSCO

Non

Incidents au cours des 2 dernières semaines

Tirs accompagnés de blessures par balles, viols et pillages par des hommes armés à Lusogha la nuit du 8 au 9/03/2024

Couverture tél.

Airtel (25%), Orange (10%), Vodacom (10%) (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés

RDS: Revue de données secondaires

GDC: Groupe de discussion communautaire

OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Selon les participants aux groupes de discussions, ces déplacements ont comme conséquences : l'accès difficile aux vivres, la perte de moyens de subsistance, l'interruption des cours dans les villages de provenance comme d'accueil, l'abandon ou pillages des articles ménagers essentiels, les mauvaises conditions d'hébergement suite à la promiscuité dans les abris, l'arrêt des activités socio-économiques, la pression sur les ressources communautaires dont l'eau à Birundule et Bulindi,....

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	17%	16%
6-17 ans	23%	22%
7 mois-5 ans	8%	9%
0-6 mois	1%	0%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	81%
Nutrition	0%
Abris	1%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	17%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	5809				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	1%	17%	-	81%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	2%	-	22%	-	76%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	16%	-	-	72%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	58%	-	-	-	42%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	46%	-	34%	-	19%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	81%	-	19%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	5%	26%	53%	13%	0%
	Promiscuité dans les abris	74%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	4%	22%	43%	30%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	32%	17%	21%	3%	5%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	10%	-	90%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	43%	21%	11%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	39%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Pas d'épidémie dans les aires de santé évaluées				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	94%	-	-	-	6%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	86%	-	-	-	14%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	88%	-	-	-	8%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	42%	-	4%	-	54%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	81%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Selon les participants aux GDC, une accalmie est observée dans les villages de provenance depuis le 10 mars 2024. Néanmoins le risque de la relance et élargissement des affrontements entre les belligérants persiste étant donné que ces derniers continuent à se renforcer. Les accrochages entre les belligérants ont été enregistrés à Malyanga en groupement de Mutanda en date du 21 mars 2024.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)

91%
4%
2%
61%
1%
0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée) ³

Fréquence max. possible: 24

0
21
0
0
0
16
4
13
2
0
0
0
13
0
0
0

Informations sur l'enquête

Méthodologie	Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
	L'équipe d'évaluation HEKS/EPER a utilisé 4 techniques de collecte des données :	RDS	Non	-	-
- Conduite des enquêtes ménages auprès d'un échantillon aléatoire simple de 318 ménages dans les 2 aires de santé évaluées ;	IC distance	Non	-	-	Indicatifs
	IC sur place	Oui	Raisonné (choisi)	déplacement (PDI, retour	Indicatifs
-Entretiens avec 24 informateurs clés dont 10 autorités locales, 5 représentants des déplacés, 4 professionnels de santé, 2 personnels de l'éducation et 3 leaders religieux .	GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Indicatifs
	EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
	(OL)	Non	-	-	Indicatifs
			EM	IC	RDS/GDC
-Organisation de 10 groupes de discussions communautaires, échantillon raisonné par statut à Mirangi, Birundule, Bulindi et Butalongola.	Date de début de l'enquête		16.03.2024	16.03.2024	16.03.2024
	Date de fin de l'enquête		21.03.2024	21.03.2024	21.03.2024
-Observation libre des infrastructures et dans les ménages.	Organisation		HEKS/EPER	HEKS/EPER	HEKS/EPER
	Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
	Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
	BIRUNDULE	3455	89	3	2
	BULINDI	1386	44	4	2
	BUTALONGOLA	1165	34	4	2
	IYOBORA	1083	33	3	
	LUSOGHA/BUBISHI	2887	38	4	2
	LUSOGHA/BUHERI	1760	38	3	
	MIRANGI	2863	42	3	2
	Total	-	14599	318	24

Note au lecteur : Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement le % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, avec plus de poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être le consensus (pondéré) des IC sur la proportion estimée de ménages en % se trouvant dans une des situations listées sur la gauche. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

Note au lecteur : Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	40%	40%	40%
■ Retournés	0%	0%	0%
■ Communauté hôte / autochtones	60%	60%	60%
■ Réfugiés	0%	0%	0%
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	0%

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	5809	5809	5809
Retournés	0	0	0
Communauté hôte / autochtones	8790	8790	8790
Réfugiés	0	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0	0

Analyse des mouvements de population

Environ 40 663 personnes déplacées regroupées dans 5 809 ménages ont été accueillies dans les villages de Mirangi, Iyobora, Birundule, Lusogha/Bubishi, Lusogha/Buheri, Bulindi et Butalongola en groupements de Mutanda (pour Mirangi) et Kanyabayonga, chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru en province du Nord-Kivu. Ils sont arrivés du 1er au 12 mars 2024 en provenance en majorité du groupement de Mutanda (villages de Nyanzale, Kikuku, Kyaghala, Bwalanda, Mutanda, Katolo, Kashalira, Kirima, Kibinda, Kibirizi) et une minorité vient du groupement de Kihondo (villages de Kihondo, Kasoko, Kitunda), en chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru où ils fuient les affrontements entre groupes armés étatiques et non étatiques. Ils sont logés en familles d'accueil ou abris abandonnés par les résidents (88%), dans 40 centres collectifs (8%) et les autres dans les abris d'urgence érigés dans 4 petits regroupements à Birundule (4%). Par rapport à l'intention de retour, la plupart de ménages hésitent encore craignant la relance et l'élargissement des affrontements mais pourraient rentrer si cette accalmie persiste en dépit du contrôle de leurs villages de provenance par un groupe armé non étatique.

Parmi les ménages communautés hôtes présents, environ 1 741 ménages sont retournés en provenance de Miriki, Kanyabayonga, ...en territoire de Lubero et aux champs aux environs suite à l'amélioration de la situation sécuritaire. Des ménages communautés hôtes de Mirangi, Iyobora, Lusogha et Bulindi qui ont aussi fui préventivement du 6 au 10 mars rentrent progressivement. Ils craignent une éventuelle avancée des éléments M23 mais aussi des tirs et exactions à Lusogha par des militaires FARDC en provenance des lignes de front.

Les déplacés exercent une forte pression démographique sur les communautés hôtes. Comparativement aux ménages communautés hôtes présents après déplacements d'autres ménages, les déplacés sont majoritaires dans tous les villages évalués.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 14599 14599 14599

Taille moyenne des ménages (EM) 7,0 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 66%

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil 14% (Réponse IC majoritaire) Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 2112 -

Tableau démographique de la zone (Nombre de ménages)

Villages	Aires de santé	Communauté hôte présente	Communauté hôte en déplacement	Déplacés	Retournés	Total	Pression démographique
Birundule	Birundule	1589	0	1866	0	3455	117%
Iyobora	Birundule	546	121	416	0	1083	62%
Lusogha/Bubishi	Birundule	1254	628	1005	0	2887	53%
Mirangi	Birundule	692	926	1245	0	2863	77%
Bulindi	Bulindi	394	592	400	0	1386	41%
Butalongola	Bulindi	623	0	542	0	1165	87%
Lusogha/Buheri	Bulindi	445	980	335	0	1760	24%
Total		5543	3247	5809	0	14599	179%

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	3	19%	14	22%	17	57%
	115-125 mm	6	38%	25	39%	31	39%
	>125 mm	7	44%	25	39%	32	100%
	MAG	9	56%	39	61%	48	95%

Filles de moins de 5 ans		n		%		n		%	
	<115 mm	3	19%	10	17%	13	17%	17%	17%
	115-125 mm	2	13%	20	34%	22	29%	29%	29%
	>125 mm	11	69%	29	49%	40	53%	53%	53%
	MAG	5	31%	30	51%	35	47%	47%	47%

Enfants de moins de 5 ans		n		%		n		%	
	<115 mm	6	19%	24	20%	30	19%	19%	19%
	115-125 mm	8	25%	45	37%	53	34%	34%	34%
	>125 mm	18	56%	54	44%	72	46%	46%	46%
	MAG	14	44%	69	56%	83	54%	54%	54%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	0	0%
185-230 mm	22	19%
>230 mm	92	81%
MAG	22	19%

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

Garçons de moins de 5 ans		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
		n		n		n	
	<115 mm	7		14		7	
	115-125 mm	0		0		0	
	MAG	7		14		7	

Filles de moins de 5 ans		n		n		n	
	<115 mm	17		9		17	
	115-125 mm	17		17		17	
	MAG	34		26		34	

Enfants de moins de 5 ans		n		n		n	
	<115 mm	25		23		25	
	115-125 mm	17		17		17	
	MAG	41		41		41	

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	0
185-230 mm	0
MAG	0

Analyse Nutrition

Le taux moyen de la malnutrition aigüe globale est estimée à 54% dans les 2 aires de santé évaluées. Sur un total de 155 enfants de 6 à 59 mois dépistés par la prise du paramètre branchial (PB), 30 enfants souffrent de la malnutrition aigüe sévère soit 19% et 53 autres souffrent de la malnutrition modérée (MAM) soit 34%. L'aire de santé de Birundule est la plus affectée.

Sur les 114 femmes enceintes et allaitantes dépistées, 22 souffrent de la malnutrition aigüe modérée soit 19%.

Les 2 aires de santé de Birundule et Bulindi sont appuyées en Nutrition respectivement par MEDAIR et SANTE PLUS par la prise en charge des cas de malnutrition aigüe sévère (MAS). Les cas de malnutrition aigüe modérée (MAM) ne sont pas ainsi pris en charge ; 152 enfants souffrant MAM dépistés dans l'aire de santé de Birundule du 15 février au 15 mars 2024 risquent de basculer dans la MAS faute d'une prise en charge médicale.

Un positionnement des acteurs pour la prise en charge des cas de malnutrition aigüe modérée des enfants de 6 à 59 mois comme des femmes enceintes et allaitantes est vivement recommandé avec priorité dans l'aire de santé de Birundule.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 24	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	57%	22	
Agriculture de subsistance	26%	15	
Agriculture de rente	6%	1	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	5	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	6%	1	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	21%	-	
Non	79%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
		Non consensus	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	72%	-	
Non	28%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	13%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	18%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Les produits sur le marché sont trop chers pour le ménage	37%	-	
Autre (Manque d'argent)	31%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	-	3	
Non	-	21	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	7	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	13	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	4	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 24	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	14%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	11%	-	
Marché	5%	-	
Travail pour de la nourriture	72%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	3%	-	
Vente de braises/charbon, etc	5%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	6%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	4%	-	
Autre	1%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	81%	-	5
1-2 semaines	17%	-	3
3-4 semaines	1%	-	
Plus de 4 semaines	1%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	2%	-	1
Limite (>28)	22%	-	3
Pauvre (≤28)	76%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	16%	-	3
Crise / urgence (≥19)	84%	-	5



Analyse Sécurité alimentaire

Selon les participants aux groupes de discussion, les déplacés ont accès difficile à la nourriture et n'ont pas d'argent pour s'en acheter aux marchés. En général, les produits vivriers sont moins disponibles néanmoins les prix ont légèrement augmenté. Le travail pour la nourriture, aussi rare à trouver, est la principale source d'acquisition de nourriture (72% de ménages déplacés). À la suite des risques liés à une sur-militarisation des champs aux environs, les femmes communautés hôtes de Bulindi, Lusogha et Birundule limitent leur accès aux champs sans accompagnement des hommes ; ce qui affecte l'approvisionnement en vivres dans les ménages familles d'accueil. A Butalongola, l'infertilité du sol et la sécheresse durant la saison culturale en cours augmentent la vulnérabilité alimentaire des ménages.

Les indicateurs en sécurité alimentaire ci-dessous, résultats des enquêtes ménages, étayent les besoins en vivres :

-76% de ménages ont un score de consommation (SCA) alimentaire faible contre 22% avec SCA limite et seulement 2% avec un score acceptable.

-81% de ménages déplacés n'ont pas de stock de vivres pouvant couvrir une semaine et en conséquence les adultes comme les enfants mangent en moyenne 1 fois par jour.

-Tous les 24 informateurs clés s'accordent à dire que la faim est soit limitée (7/24), importante (13/24) voire même au maximum (4/24).

-100% des enquêtés ne peuvent manger sans recourir à des stratégies de survie simplifiées dont 84% qui recourent à des stratégies de crise/urgence. A Mirangi et Birundule, une minorité des déplacés recourent au vol et/ou mendicité par les enfants pour accéder aux vivres.

-Le taux de la malnutrition est élevée surtout dans l'aire de santé de Birundule.

Une assistance d'urgence en vivres en faveur des déplacés et communautés hôtes vulnérables est recommandée.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 24	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	11%	-	
En famille d'accueil	59%	-	
Dans un site spontané	4%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	13%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	10%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Non consensus	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	17%	17	
Maison (construction non-durable délabrée)	63%	12	
Abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	6%	15	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	10	
Ecole transformée en centre collectif	-	5	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	1	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Aucun(e)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	74%	-	4
Non	25%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	4%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	8%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	11%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	45%		3
Abris d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Abris d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	2%		
Abris d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abris d'urgence ET En famille d'accueil	3%		
Abris d'urgence ET Dans un site spontané	2%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	13%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

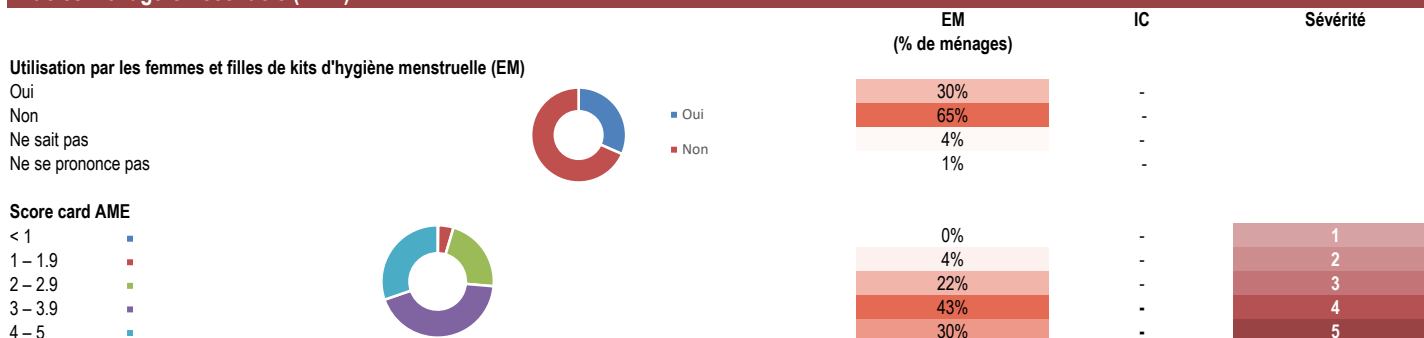
La majorité de ménages déplacés vivent dans une promiscuité aigue. Selon les enquêtes ménages, 74% sont des ménages dont les membres dorment dans une seule chambre. 17% des ménages déplacés sont hébergés dans des collectifs et abris d'urgence avec une sévérité à Birundule et Lyobora où 26% de ménages y sont hébergés.

A Butalongola et Bulindi, la majorité des déplacés vivent en familles d'accueil où certaines de ces dernières ont accueilli jusqu'à 3 à 5 ménages déplacés.

A Mirangi et Lusogha, la plupart de ménages déplacés occupent des maisons sans autorisation des propriétaires communautés hôtes qui sont aussi en déplacement ; ce qui les expose à une expulsion au retour de ces derniers si les autorités qui ont ne s'impliquent pas.

Une assistance en abris est recommandée dans la zone avec priorité aux ménages qui logent dans les centres collectifs et abris d'urgence érigés dans des regroupements.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Selon les participants aux groupes de discussion communautaire, les déplacés n'ont pas d'articles ménagers essentiels suffisants. Ils les ont abandonnés lors de leur fuite réactive aux affrontements. Les communautés hôtes comme les déplacés de Lusogha ont été victimes de pillage par des hommes armés dans ce village la nuit du 8 au 9 mars 2024.

A Mirangi, Birundule et Lusogha, certains ménages déplacés font de cuisine rotative pour préparer les aliments. Dans centres collectifs à Mirangi et Birundule, un peu moins de la moitié de ménages dorment à même le sol sur les feuilles de bananiers ou la paille par manque de kits de couchage.

Les enquêtes ménages confirment l'insuffisance des AME dans les ménages : 74% de ménages ont un score CARD NFI supérieur ou égal à 3. 65% de femmes et filles en âge de procréer n'utilisent pas de kits d'hygiène menstruelle (EM) car elles n'en ont pas.

Les articles ménagers prioritaires sont : Casserole, bidons et kits de couchage

Une assistance en articles ménagers essentiels aux ménages déplacés, les résidents vulnérables et les ménages de Lusogha victimes de pillage est recommandée dans la zone.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

EM
(% de ménages)

IC
(Fréquence de
réponses pondérée)³
24

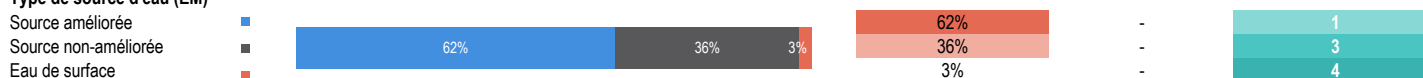
Sévérité

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)

Type de source	Nombre de points d'eau par village					
	Mirangi	Iyobora	Birundule	Lusogha	Bulindi	Butalongola
Robinets privés	0	0	0	0	0	0
Robinets publics / bornes fontaines (Total)	10	2	0	35	0	2
Robinets publics / bornes fontaine fonctionnell(e)s	10	2	0	35	0	2
Robinets publics / borne fontaine non fonctionnell(e)s	0	0	0	0	0	0
Puits à pompe/forage	0	0	0	0	0	0
Puits creusé aménagé	0	0	0	0	0	0
Source naturelle (Total)	11	0	12	7	6	6
Source naturelle aménagée	7	0	6	7	3	6
Source naturelle non aménagée ou Endommagée	4	0	6	0	3	0
Ménages ayant un système de collecte d'eau des pluies	0	0	0	0	0	0
Boutiques à eau et ou nombre des points de vente	0	0	0	0	0	0
Eau de surface (rivière, lac, mare etc.)	0	1	0	4	0	0

Type de source d'eau (EM)⁸



Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)

<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5



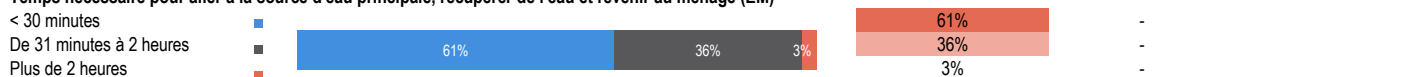
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)

Pour boire	-	-
Pour l'hygiène personnelle	-	-
Pour cuisiner	-	-
Pour d'autres fins domestiques	-	-

Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)

Oui, quelques-uns (moins de la moitié)Aucun, tous les ménages ont assez d'eau

Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)



Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC)²

Pas de problème	54%	2
Les points d'eau sont trop éloignés	21%	4
Les points d'eau sont difficiles d'accès	5%	3
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	0
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	1%	0
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	21%	16
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	1%	6
L'eau est trop chère	0%	0
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	20%	14
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	1%	0
Autre	0%	0
Ne sait pas	0%	0

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes

Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée

Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée

Accès à de l'eau de surface uniquement

Pas assez d'eau pour boire

EM
(% de ménages)

IC
(Fréquence de
réponses pondérée)³

Sévérité

24

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	32%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	17%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	12%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	21%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	10%	-	3
Accès à de l'eau de surface uniquement	3%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	5%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	10%	-	3
Non	90%	-	5

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon

Oui, eau seulement

Non



Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui

Non

Ne sait pas

Ne se prononce pas



Oui	32%	-
Non	68%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui

Non

Ne sait pas

Ne se prononce pas



Oui	6%	-
Non	94%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales

Eau stagnante

Déchets solides domestiques

Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts

Rongeurs / rats

Aucun

Présence de matières fécales	-	12
Eau stagnante	-	6
Déchets solides domestiques	-	10
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0
Rongeurs / rats	-	6
Aucun	-	2

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		24	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	43%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	21%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	11%	-	5

Analyse EHA

Une insuffisance d'eau signalée à Birundule et Bulindi. Les sources d'eau ne sont plus suffisantes à la suite de la forte pression des déplacés mais aussi des militaires. Dans ces 2 villages précités, le temps de puisage dépasse 30 minutes ; il est de 2 heures et plus pour 39% de ménage dans la zone évaluée selon les enquêtes ménages. A Birundule, sur 12 sources, 6 sont aménagées et 6 autres sont soit non-aménagées ou endommagées. Des tensions sont enregistrées aux points d'eau à Birundule ; cas d'un enfant blessé par balle par un homme armé dans une tension pour accéder à la source.

Selon les participants aux groupes de discussion, la majorité des déplacés n'ont pas de bidons suffisants pour le puisage et le stockage de l'eau.

En général, 62% de ménages utilisent une source améliorée, 93% de ménages trouvent une quantité suffisante pour boire et cuisine ; et 75% de ménages trouvent une quantité suffisante pour l'hygiène personnelle et d'autres fins domestiques.

Dans les villages évalués, la plupart des ménages utilisent des latrines familiales.

Une minorité soit 32% sont des ménages qui utilisent 1 latrine pour 4 ménages et plus. Néanmoins, seulement 24% sont des ménages qui utilisent des installations sanitaires améliorées et 94% de latrines ne sont pas séparées par sexe.

Une insuffisance des latrines est observée davantage dans les regroupements de déplacés et centres collectifs. A titre d'exemple, un regroupement de 135 ménages déplacés à Birundule n'a aucune latrine fonctionnelle.

90% ménages déplacés n'ont pas de dispositifs de lavage de mains ni du savon. A Birundule et Mirangi, la plupart de personnes ne pratiquent pas au moins 3 moments de lavage de mains même s'elles les connaissent.

Une intervention en EHA est recommandée à Birundule et Bulindi ; et l'assainissement dans les centres collectifs et regroupements hébergeant les déplacés.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

24

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	86%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	3%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	12%	-
Autre	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	86%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	12%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	71%	-
Entre 1 heure et 2 heures	16%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	12%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	1%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	24
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		24	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	1	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	3	
Manque de médicaments	-	19	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	15	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	8	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	2	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	1	
Autre	-	2	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	39%	-	2
Fièvre	56%	-	
Toux	36%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	5%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	0%	-	



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	681	524
Infection Respiratoire Aigue	298	447
Diarrhées aiguës	151	276
Typhoïde	52	52
Malnutrition aigue globale	244	244
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé) Non, manque modéré
Oui Non, manque modéré Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les villages évalués sont couverts en santé par 2 centres de santé (Cs Birundule et Bulindi) et 7 postes de santé. Les 2 centres de santé sont appuyés en soins de santé primaire par MEDAIR.

Néanmoins, hormis Bulindi Centre, les participants aux groupes de discussion ont déclaré qu'ils ont un accès difficile aux soins.

A Birundule, durant la période d'évaluation, le centre de santé de Birundule manquait de médicaments car non approvisionné début mars 2024 à la suite de contraintes sécuritaires. Ainsi, les malades sont soumis aux ordonnances médicales après consultation pour aller s'acheter des médicaments dans des pharmacies. HEKS-EPER a partagé ce gap avec MEDAIR qui a approvisionné les 2 centres de santé en médicaments le vendredi, 22 mars 2024.

Dans les villages Mirangi, Iyobora, Lusogha et Butalongola ; les malades doivent parcourir une distance de plus de 2 heures de marche à pied pour accéder aux soins gratuits dans les 2 centres de santé précités. Les postes et sites de soins communautaires de ces villages manquent de médicaments mais aussi les populations n'ont pas moyens financiers suffisants pour payer les factures de soins. Cet accès limité aux soins a eu comme conséquences humaines : 7 décès communautaires dont 4 enfants de moins de 5 ans ont été enregistrés à Birundule et Mirangi du 5 au 19 mars 2024.

En fin, la morbidité est élevée dans les 2 aires de santé et les services de santé surutilisés suite à la présence des déplacés. Au 44% sont des ménages où au moins un enfant de moins de 5 ans a contracté la fièvre, la diarrhée ou la toux les 2 dernières semaines. Seulement 5% de ménages utilisent de moustiquaire pour la prévention de paludisme car la majorité n'en ont pas.

Nécessité d'organiser des cliniques mobiles à Mirangi, Iyobora Lusogha, Birundule et Butalongola pour rapprocher et faciliter l'accès aux soins aux déplacés et communautés hôtes/MEDAIR.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			24
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	6%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	14%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	17	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	24	-	
Nombre total de personnes âgées	6	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	3	4	8	7
Meurtre	0	0	1	2
Mutilations / coups et blessures	1	1	2	1
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	4	15	1	8
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	1	0
Mariage forcé / précoce	5	2	1	4
Violences conjugales	0	1	1	0
Séparation des familles	0	1	0	1
Pillage / vol / cambriolage	5	0	0	1
Pillage du bétail	5	1	5	3
Arrestations arbitraires	4	1	1	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	2	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	1	0
Démobilisation d'acteurs armés	1	0	0	0
Travaux forcés	5	2	10	5
Autre	3	1	4	2
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	3%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	7%	-
Pas de cas dans le ménage	89%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	2%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	3%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	94%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		24	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	58%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	26%	-	
Viol	10%	-	
Agression sexuelle	2%	-	
Violence physique ou harcèlement	5%	-	
Mariage forcé	1%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	2	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	13	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	9	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	12	
Accaparement des terres	-	2	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	1	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	2	
Destruction des cultures ou des animaux	-	2	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	1	
Insécurité d'occupation	-	5	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	1	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	1	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	3	
Autre	-	0	

Analyse Protection

La situation sécuritaire est relativement calme dans les villages évalués. Néanmoins, la zone est surmilitarisée par des éléments FARDC et alliés. Les déplacés comme les communautés craignent une fuite probable en cas d'avancée des éléments M23.

Plusieurs incidents de protection commis par des hommes armés ont été enregistrés dans la zone du 4 au 21 mars 2024 notamment la violation du droit à la vie et l'intégrité physique (5 civils tués à Lusogha et Bulindi, 8 civils blessés par balles la nuit du 8 au 9 mars à Lusogha, des dizaines de femmes violées à Lusogha, Bulindi et aux champs), la violation du droit à la propriété (par de pillages, des extorsions par taxations illégales, ...) et celle du droit à la liberté (arrestations arbitraires à Birundule). Certaines femmes violées ne s'orienteraient pas aux soins par crainte d'une stigmatisation. Des cas de violation grave de droit de l'enfant par enrôlement des enfants dans des groupes armés et l'occupation d'une école (Institut Ndongi) par des éléments armés à Birundule sont aussi rapportés. La présence d'au moins 7 enfants séparés âgés de 4 à 15 ans signalés à Mirangi, Lusogha et Butalongola (nombre total à préciser).

Selon les participants aux groupes de discussions, les femmes de Lusogha et Bulindi sont en risques de viol dans les champs par des hommes armés. Pour aller aux champs dans des zones surmilitarisées, elles doivent se faire accompagner par des hommes pour limiter ce risque de viol ; cas d'une femme et son mari tués au champ à Lusogha par un homme armé après viol de la femme.

Toutefois, les autorités civiles et militaires s'impliqueraient pour l'amélioration de l'environnement de protection dans la zone.

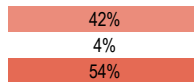
Un renforcement des actions de protection dont les sensibilisations sur les violences sexuelles est recommandé dans la zone.

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)

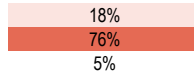
Oui

Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)



IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
24	
1	1
3	3
5	5

Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)



IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
24	
1	1
3	3
5	5

Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)

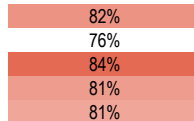
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)

- Ecoles existantes
- Espaces temporaires (p. ex. église, ...)
- Dehors / sous les arbres
- Autre
- Ne sait pas

Type de lieu	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³
Ecoles existantes	-	12
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0
Dehors / sous les arbres	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)

- Garçons (Primaire)
- Filles (Primaire)
- Garçons (Secondaire)
- Filles (Secondaire)
- Total

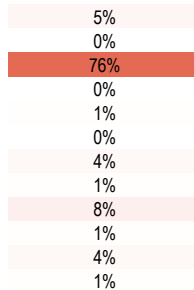


IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
24	
5	5

Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1

Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)

- Manque de moyens pour payer l'école
- Ecole trop éloignée
- Interruption suite à un déplacement / retour
- Destruction de l'école
- Occupation de l'école
- Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés
- Enfant a peur d'aller à l'école
- Absence des enseignants
- Enfant est perturbé (stress, trauma)
- Enfant jamais allé à l'école
- Autre
- Ne se prononce pas



IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
24	

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	1
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	1
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	3
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0
Mariage précoce / mariage forcé	0
Grossesse précoce	0
Faim	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0
L'école est trop loin	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0
Autre	14
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

(Fréquence de réponses pondérée)³

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
	1	1
	1	1
	0	0
	0	0
	3	3
	0	0
	0	-
	0	-
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	14	14
	0	0
	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	43%
Avant la crise	-	80%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	92%
Avant la crise	-	78%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	64
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	73

Analyse Education

La majorité des enfants déplacés ne sont pas scolarisés suite à l'interruption des cours suite aux affrontements. Hormis les villages de Butalongola et Bulindi, les activités scolaires ont aussi été suspendues dans les villages d'accueil suite à la crainte de l'avancée du M23. 7 écoles primaires sont occupées par des déplacés à Mirangi, Iyobora, Birundule et Lusogha. 1 école secondaire occupée par des groupes armés à Birundule.

A Butalongola, la seule école primaire du village, EP Mwanzo, n'a pas de capacité pour intégrer tous les enfants déplacés. L'effectif de cette école de 7 classes est passé de 451 à 671 écoliers après intégration 220 enfants déplacés soit une moyenne par classe de 96 écoliers impactant ainsi sur la qualité de l'éducation. Ces enfants déplacés manquent aussi des fournitures scolaires et uniformes.

Selon les enquêtes ménages, en moyenne 79% et 83% sont les ménages où au moins 1 enfant n'est pas scolarisé respectivement au primaire et au secondaire les 14 derniers jours. La raison principale est interruption suite à la guerre (76%). Environ 20 688 enfants scolarisables aux primaires et secondaires sont ainsi privés de leurs droits à l'éducation.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		24	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	81%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	1%	0	
AME	0%	0	
EHA	1%	0	
Santé	17%	5	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	1	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	21	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	16	
EHA	-	4	
Santé	-	13	
Education	-	2	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	13	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	91%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	4%	-	
Vouchers / foires	2%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	61%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	1%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	3%	-
Où recevoir l'assistance	50%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	50%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)		
	3%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	10%	-
Comment donner son feedback	0%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection		
	8%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)		
	15%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire		
	1%	-
Autre		
	0%	-
Préfère ne pas répondre		
	1%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	5%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	58%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	3%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	22%	-
Au travers des leaders communautaires	43%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	3%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	4%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre		
	0%	-
Préfère ne pas répondre		
	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	5%	-
Boîte à plaintes	50%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	39%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	1%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	2%	-
Crieurs publics avec mégaphones	8%	-
Au travers des leaders communautaires	32%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)		
	0%	-
Préfère ne pas répondre		
	0%	-

Analyse AAP

Selon les informateurs clés, les 3 besoins prioritaires sont la Nourriture, les AME et la Santé.

Depuis le début de la crise, 81% de ménages n'ont pas encore bénéficié une quelconque assistance humanitaire. 17% affirment avoir reçu une assistance en santé.

Deux modalités de distribution dont les plus préférées : le cash physique (91%) et la distribution en nature (61). Et le service pour la santé selon les participants aux groupes de discussion.

Les communautés ont comme besoin en information : où et comment s'enregistrer pour recevoir l'assistance, informations sur la localité d'origine et qui peut accéder à l'assistance. Elles préfèrent recevoir les informations le face-à-face avec un travailleur humanitaire (58%), au travers des leaders communautaires (43%) et crieurs publics avec mégaphones.

Les 3 mécanismes de gestion de plaintes et de rétroaction sont les boîtes aux plaintes (50%) ; le face-à-face avec un travailleur humanitaire (39%) et leaders communautaires (32%). Selon les participants aux groupes de discussion, l'appel téléphonique par numéro vert est un autre mécanisme apprécié car confidentiel, sûr et rapide

Conclusions générales et commentaires

Les populations déplacées et les communautés hôtes vulnérables de ces 2 aires de santé ont comme besoins prioritaires : Nourriture, AME et Santé mais aussi l'EAU à Birundule et Bulindi.

Des actions de protection devraient être renforcées particulièrement en prévention et réponse aux violences sexuelles dans la zone.

Les déplacés ont perdu leurs moyens de subsistance et les communautés hôtes n'ont pas non plus de moyens suffisants pour leur prise en charge.

Un ciblage dans les 2 aires de santé est déjà en cours par HEKS-EPER pour une éventuelle assistance en Kits EHA.

Une réponse aux besoins des déplacés est vivement recommandée.

ANNEXE 1

Interventions en cours dans la zone

Acteur	Secteur	Village	Activités	Cible
MEDAIR	Santé/ Nutrition	Burundule et Bulindi	Appui en soins de santé primaire aux centres de santé de Bulindi et Birundule; prise en charge des cas transférés au centre de santé de référence CEPROMI. Prise en charge des cas de malnutrition aigue sévère au centre de santé de Birundule.	Tous
SANTE PLUS		Bulindi	Prise en charge des cas de malnutrition aigue sévère	Enfants de 6 à 59 mois
TEARFUND	Wash	Bulindi	Construction de 3 sources simples. Ces 3 sources ont tari suite à la saison sèche.	Tous
WHH		Mirangi, Birundule	Mirangi : Adduction d'eau en cours : construction d'un réservoir de 45 mètres cubes et 10 bornes fontaines dont 2 déjà opérationnelles ; construction de 100 latrines familiales aux résidents, sensibilisation promotion hygiène. Birundule : Construction 50 latrines familiales	Tous
WHH	Sécurité Alimentaire	Mirangi, Birundule et Iyobora	Relance agricole. Accompagnement des bénéficiaires des champs communautaires et distribution des semences et outils aratoires.	Bénéficiaires ciblés
HEKS-EPER	EHA	Mirangi, Birundule, Iyobora, Lusogha, Bulindi, Butalongola	Ciblage des ménages déplacés et ménages hôtes plus vulnérables pour l'assistance en kits AME EHA .	Bénéficiaires ciblés

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seaux. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)